

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1728>

# **Interview d'Elie Domota, syndicaliste Guadeloupéen, porte-parole du LKP, sur la situation à la Réunion**

- Actualité -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : samedi 25 février 2012

Mis à jour le : samedi 25 février 2012

---

UGTG.org

---

## Les promesses de 2009 n'ont pas été tenues. La Guadeloupe est proche de l'explosion sociale.

Que ce soit à 20.000 kilomètres de la Guadeloupe, la situation de la Réunion est semblable à la nôtre. Il s'agit d'un combat contre une société capitaliste et discriminante, comme en Martinique, comme à Mayotte. Ces sociétés ont des organisations de façon à donner les rôles à une minorité, tandis que la majorité de la population, et singulièrement les jeunes, sont mis de côté.

Ce qu'il faut pour réduire les écarts de prix ce sont des contrôles et des sanctions visant les importateurs-distributeurs pour les obliger à baisser leurs marges. L'autorité de la concurrence, dans un rapport de septembre 2009, a dit très clairement : ce n'est ni l'octroi de mer, ni les taxes sur les carburants, ni les taxes d'approche, ni le transport des produits qui sont responsables de ces écarts de prix aussi exorbitants, ce sont les marges.

Même chose pour le prix du carburant. On nous fait croire que l'essence utilisée en Guadeloupe vient d'Europe, c'est faux ! Une grande partie du carburant vendu chez nous provient de Trinidad Tobago, du Venezuela et du Golfe du Mexique. Il s'agit de carburant acheté à moindre coût, mais revendu au prix de production de la raffinerie qui se trouve en Martinique, comme s'il provenait d'Europe. Et tout cela dans l'indifférence des élus et du gouvernement, qui savent très bien ce qui se passe.

En fin de compte, les gens sont exaspérés parce que rien n'a changé depuis les graves de 2009. Les prix sont repartis à la hausse. Pourquoi ? Parce que les mesures qui avaient été arrêtées dans le cadre du protocole du 4 mars 2009 n'ont jamais été mises en œuvre.

Je les cite :

[-] Il était prévu qu'il aurait un rapport de l'autorité de la Concurrence. Celui-ci a été très clair. Il a signalé des dérives anticoncurrentielles, des marges excessives qui n'étaient pas reversées, des groupes ou familles ayant plus de 40% de surfaces commerciales -ce qui est interdit par la législation-, des ententes illicites, des clauses d'exclusivité illégales. Croyez-vous que des sanctions ont été prises à l'encontre de ces grands groupes ? Aucune. La seule chose que l'on nous a dit c'est : « Il faut plus de concurrence ». Je suis quand même étonné que dans une île qui fait 160.000 mètres carrés, la seule proposition de l'Etat soit de construire de nouveaux supermarchés !

[-] Nous avons obtenu que l'Etat puisse contrôler et sanctionner la non-application des accords sur la baisse des prix. Il n'y a jamais eu de contrôle, et il n'y a jamais eu de sanctions.

[-] Nous avons obtenu que le Conseil régional abaisse l'octroi de mer sur plusieurs familles de produits de première nécessité, et que cette baisse soit répartie sur le prix des produits à l'étalage. Les importateurs-distributeurs ont bien obtenu la baisse de l'octroi de mer -par notre intermédiaire-, mais ne l'ont jamais répartie sur le prix des produits ! Nous avons interpellé le Président du Conseil régional [Victorin Lurel, député socialiste, ndlr], qui n'a pas levé le petit doigt sur cette question. En fin de compte, cet octroi de mer a été alloué aux importateurs-distributeurs comme une subvention en contrepartie des 44 jours de fermeture.

[-] Nous avons obtenu que le gouvernement prenne en Conseil d'Etat un décret pour encadrer les prix des produits de première nécessité au regard du fait que les règles de la concurrence ne sont pas établies

aujourd'hui en Guadeloupe. A ce jour, ce décret n'a jamais vu le jour. Aucune intervention du gouvernement ou du parti socialisme ne l'ont réclamé.

[ - ] Il était prévu de bloquer 38 millions d'euros pour la formation professionnelle, la formation initiale, les stages qualifiants et diplômants dans des secteurs porteurs pour la formation des jeunes : cela n'a jamais été fait.

[ - ] Il était prévu, dans le Plan volontariste publicain de Louis Jago, qu'il y ait des mesures d'accompagnement pour permettre aux guadeloupéens diplômés d'accéder aux postes à responsabilité dans le public et le privé : cela n'a jamais été fait.

Voilà la réalité dans laquelle nous sommes : le mépris le plus total !

Aujourd'hui, la Réunion tout comme la Guadeloupe, sont championnes du monde du chômage des jeunes. En Guadeloupe nous avons 25% d'illettrés, 60% de jeunes de moins de 25 ans au chômage, plus de 33% de la population active au chômage, et 70.000 personnes qui touchent le RSA : cette société est en train de mourir ! Les gens sont exaspérés.

En fin de compte en Guadeloupe, tant le gouvernement que le parti socialiste s'accordent pour que les choses restent en l'état. Car, qu'ils soient de gauche ou de droite, ce sont toujours les importateurs-distributeurs, les grands patrons, qui financent les campagnes électorales.

Toute la classe politique semble être mise d'accord pour oublier les engagements du 4 mars 2009 et laisser le pays en l'état. Cela ne peut mener qu'à l'explosion sociale, qui est inévitable ici aussi. Et ma plus grande crainte est qu'il n'y ait ce jour là aucune structure organisée pour contrôler ce qui se passe.